

Ne pas dire n'importe quoi à gauche sur l'Isoc

La réforme de l'impôt des sociétés en Belgique agite la gauche et le mouvement social. La chose n'a rien d'illégitime. Il convient toutefois de ne pas raconter n'importe quoi. C'est, hélas, le cas de certaines plumes à gauche.

Selon ces dernières, la diminution du taux facial de l'Isoc procéderait d'une implacable logique qui voit la part du capital croître au détriment de celle du travail au sein du PIB depuis des décennies. Procédons à quelques ajustements afin de nuancer ces approximations.

Tout d'abord faut-il faire des

évolutions comparées des parts respectives du travail et du capital l'alpha et l'oméga de la mesure des inégalités? En Allemagne, la part des salaires était de 74% en 1973. L'OIT a récemment estimé que la part salariale outre-Rhin tournait actuellement autour des 63% du PIB. Aux Etats-Unis, cette même part salariale était de 71% dans les années 1970. Après la crise de 2008, la part des salaires se situait au même niveau en Allemagne et aux Etats-Unis.

Qui oserait, pour autant, prétendre que la montée des inégalités a été plus forte en Allemagne qu'aux Etats-Unis? En 2011, le coefficient de Gini était de 0,30 dans la patrie de Goethe contre 0,41 aux USA. L'Al-

lemagne est donc, comme la Belgique, une des sociétés les plus égalitaires de la planète alors que les Etats-Unis ont fini par égaler le score impressionnant d'un pays comme l'Argentine.

Ensuite, il y a lieu d'interroger l'équivalence établie par certains «intellectuels organiques» entre la baisse de la part des salaires et l'évolution de l'imposition des sociétés. Si une corrélation stricte existait entre ces deux variables, on devrait voir que la baisse de la part des salaires est systématiquement plus marquée dans les pays qui ont connu une diminution sensible de l'impôt des sociétés.

La comparaison des données empiriques montre qu'il n'en est

L'Allemagne est, comme la Belgique, une des sociétés les plus égalitaires de la planète, alors que les Etats-Unis ont fini par égaler le score impressionnant d'un pays comme l'Argentine.

rien. En 2001, l'impôt sur les sociétés en Allemagne représentait 0,51% du PIB contre 1,74% en 2014. Cette hausse s'est accompagnée d'une baisse de la part de la part des salaires de 4 points.

Au Royaume-Uni, après que Margaret Thatcher a drastiquement réduit le poids de la fiscalité, il se trouve qu'*«observée au cours des 25 années précédant la crise de 2008, la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a pas enregistré de rupture à la baisse»*. Le coefficient de Gini en Grande-Bretagne était de 0,25 lorsqu'en 1979, la Dame de fer arrivait au pouvoir et il est passé à 0,34 en 1990 à la sortie de Maggie.

Si la part des salaires reste stable dans un pays et que les inégalités y

augmentent, il vaut mieux ranger les gueulophones car il se pourrait finalement que la question des inégalités se pose en grande partie à l'intérieur du groupe des salariés.

Une donnée qui va dans ce sens semble avoir été négligée par les «hétérodoxes» dans leurs cogitations. L'IPP représentait, en 2015, 43,47% des recettes du Trésor en Belgique contre 4,15% pour l'impôt des sociétés. De quoi relativiser quelque peu la pertinence des analyses basées sur la seule ligne de partage entre capital et travail dans le PIB et, du même coup, enfreindre, chiffres à l'appui, un tabou à gauche.

XAVIER DUPRET,

ÉCONOMISTE,

FONDATION JOSEPH JACQUEMOTTE